HAITI SECTEUR SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

CNSA
Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire



Note de plaidoyer sur la crise alimentaire en Haïti

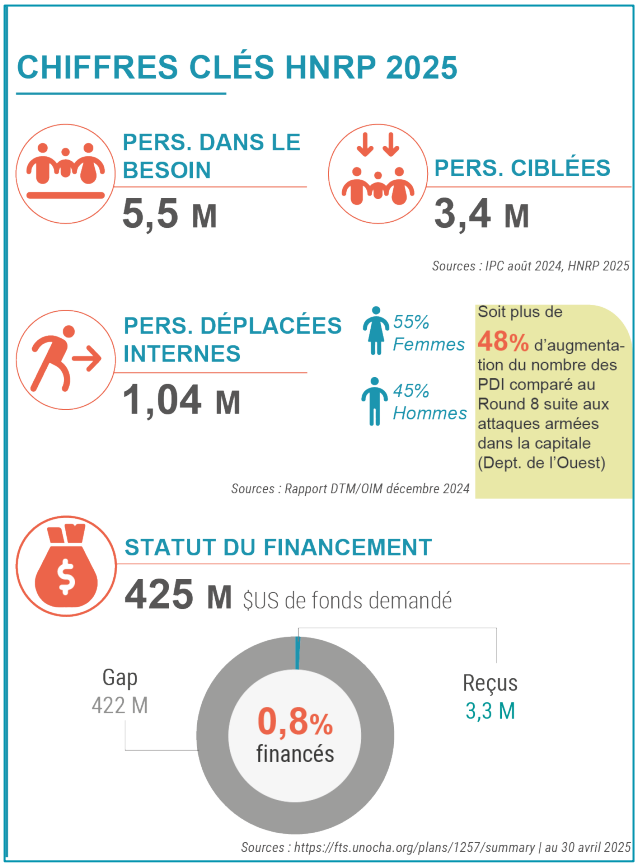
Site de déplacées internes. Photo : OIM/Janvier 2025

Plus d'une personne sur deux souffre de la faim en Haïti. Une réponse urgente, coordonnée et à grande échelle est indispensable.

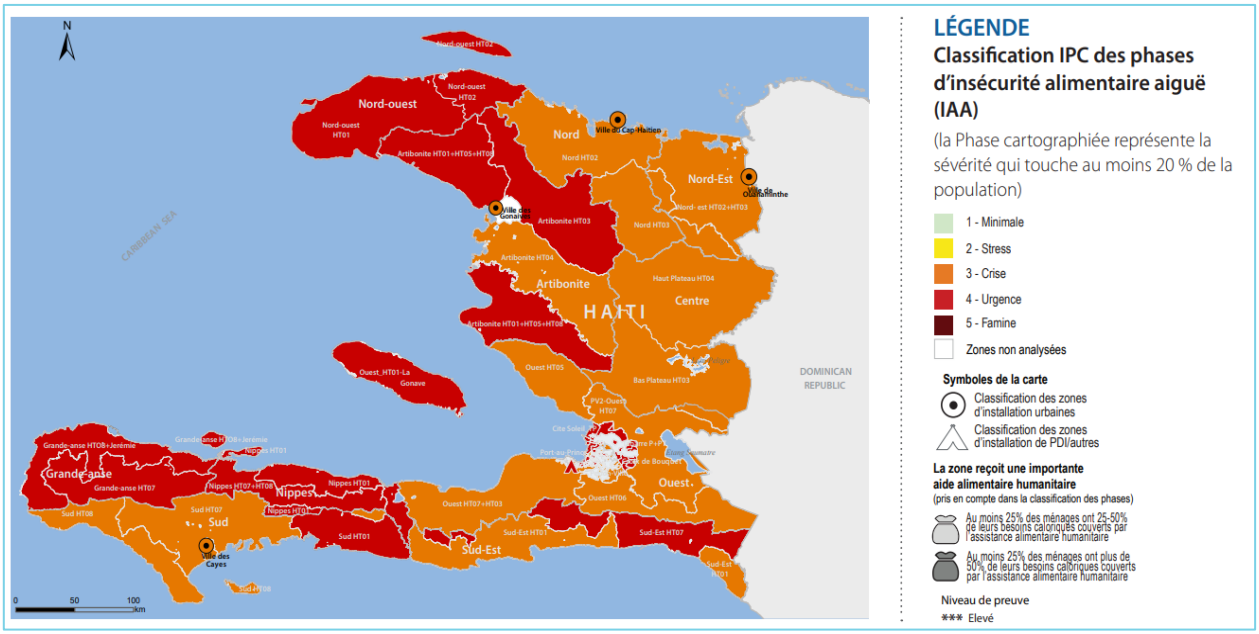
1- QUE SE PASSE-T-IL EN HAÏTI ?

La crise alimentaire se détériore davantage avec une augmentation du nombre de personnes en besoin humanitaire, notamment l'accès à la nourriture aussi bien pour les personnes déplacées internes (PDI) et les ménages hôtes affectés.

- Entre janvier et février 2025, **172 incidents** humanitaires liés à la violence des gangs armés ont été signalés.
- **Plus d'une personne sur deux en Haïti** est en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 ou plus de l'IPC) ;
- Plus de **8 400 personnes** sont en phase catastrophe (IPC 5) dans les sites des déplacés
- Plus **d'un million des personnes déplacées internes** à travers le pays ;
- La **saison cyclonique** (juin - novembre) menace d'aggraver les conditions d'un système agroalimentaire déjà extrêmement fragile ;
- **Manque de ressources** pour faire face à cette montée de besoins humanitaires.



2- CARTE DE SÉVÉRITÉ IPC PROJETÉE POUR LA PÉRIODE MARS – JUIN 2025



Lire le rapport ici en ligne

Que signifie en terme technique les phases IPC 3 et 4 représentées respectivement par les couleurs orange et rouge sur cette carte ?

➢ Phase 3: Crise

Les ménages ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels.

Ou

Les ménages parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.

➢ Phase 4: Urgence

Les ménages ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité.

Ou

Les ménages sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoir.

COMPARAISON AUX ANALYSES ANTERIEURES		
Période de l'analyse	Projetée	Mise à jour
Population en phase 3 de l'IPC et pire	5,535,334	5,714,300
Population en phase 3 de l'IPC	3,534,353	3,604,975
Pourcentage en phase 3 de l'IPC	32%	32%
Population en phase 4 de l'IPC	1,995,345	2,100,893
Pourcentage en phase 4 de l'IPC	17%	19%
Assistance	Assistance inclue	Assistance planifiée inclue

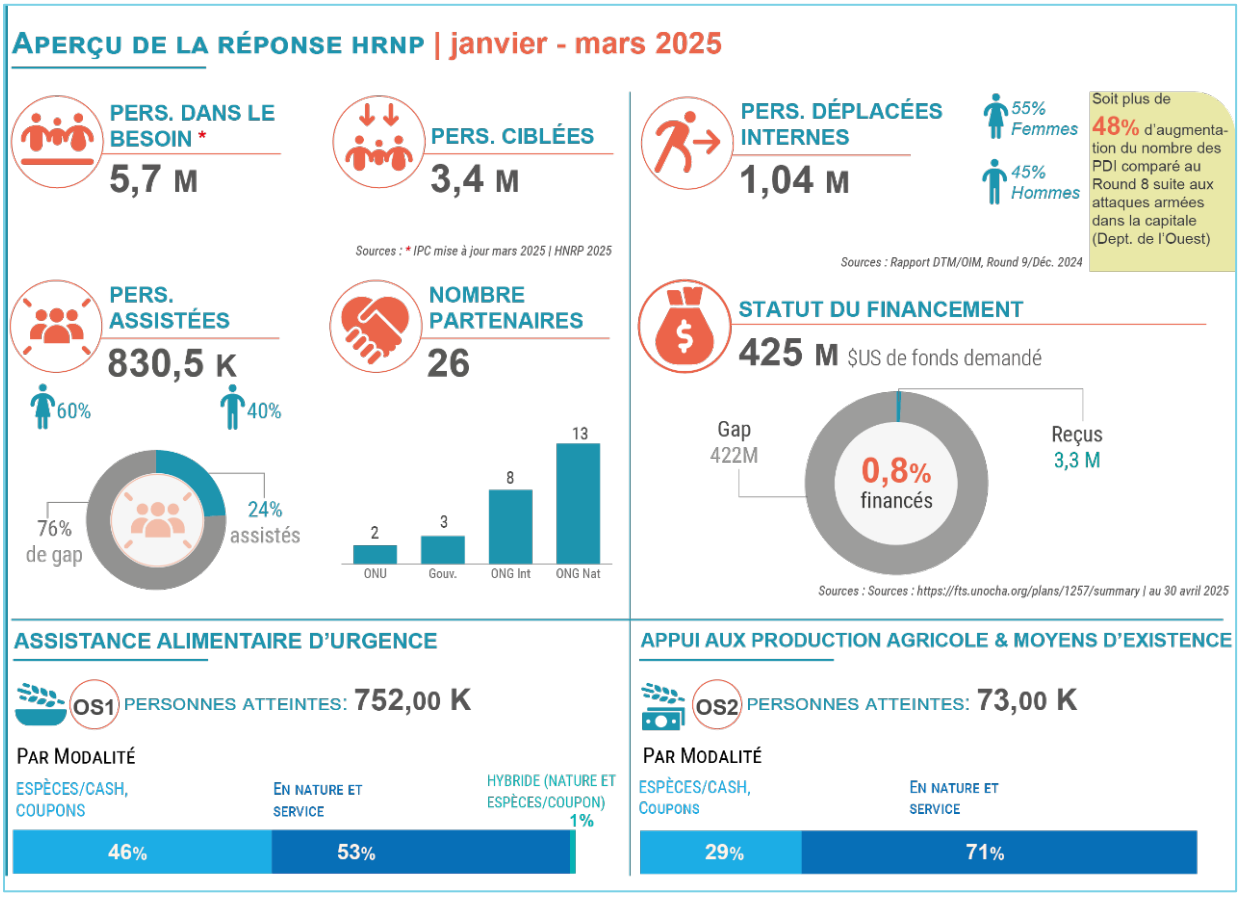
3- LES FACTEURS DÉTERMINANTS DE CETTE DÉGRADATION

Les Principales causes de la prévalence élevée de l'insécurité alimentaire en Haiti sont entre autres :

- Intensification de la violence des groupes armés limitant la circulation personnes et des biens.
- Chocs économiques, avec une contraction du PIB sur les six années consécutives et une inflation avoisinante 30% en février 2025.
- Chocs climatiques tels que les inondations affectant les zones rurales, parmi lesquelles certaines déjà affectées par d'autres évènements, comme l'impact résiduel sur les moyens d'existence du séisme de 2021 dans la Grande 'Anse
- Faible assistance humanitaire dans les zones de forte préoccupation de manière générale
- Pertes massives d'emplois tant dans le secteur informel et formel réduisant fortement l'accès financier à l'alimentation.
- Faible production agricole interne en zone rurales en raison des systèmes agricoles obsolètes et peu modernisés



4- LA RÉPONSE DES PARTENAIRES AU PREMIER TRIMESTRE DE L'ANNÉE 2025



Selon le plan de réponse sectoriel 2025, un budget de 425 millions USD a été estimé pour couvrir les besoins identifiés.

Cependant, au premier trimestre 2025, seulement 3,3 millions USD ont été mobilisés, contre 22 millions USD à la même période en 2024, marquant une baisse drastique des financements.

Ainsi, une réponse par conséquent largement insuffisante en dépit des efforts fournis par des partenaires du secteur.



5- RE-PRIORISATION DU HNRP 2025

Dans le contexte de détérioration de la situation alimentaire de milliers des personnes, un travail de priorisation a été demandé à l'ensemble des clusters et secteurs en Haïti afin de revoir leurs chiffres de planification pour 2025 en baisse pour faire face à l'incertitude et de prendre des décisions difficiles sur la meilleure façon de fournir l'aide humanitaire avec des ressources limitées. Ce qui ne s'aligne pas avec la détérioration constatée.

Pour atteindre ces objectifs, de fournir l'aide de qualité et de ne laisser personne derrière dans ce contexte, les lignes d'orientations suivantes ont été fixées par le secteur avec ses partenaires et les agences leads, notamment :

- Conservation de la précédente stratégie programmatique faite lors de l'élaboration du HNRP initial,
- Conserver la cible du HNRP initial (le nombre de Personne dans le besoin et la Cible)

Le secteur a également a coordonné les efforts des membres afin d'identifier des approches de travail plus synergiques entre les différents types d'intervention, dans le but d'assurer une réponse mieux coordonnée tout en rationalisant les coûts unitaires. Une synergie a été recherchée entre les interventions d'aide alimentaire (OS1.1) et celles de production alimentaire d'urgence (OS1.2). Par ailleurs, les coûts unitaires des actions anticipatoires et de réduction des risques de catastrophes (OS3) ont été révisés en privilégiant des activités menées au niveau communautaire plutôt qu'individuel. De plus, les coûts liés aux analyses de sécurité alimentaire et autres études — bien que toujours essentielles et pertinentes — seront optimisés à travers des méthodologies de collecte et d'analyse plus agiles et rationalisées.

Ces efforts ont conduit à une réduction de dix pourcent (-10%) du budget initial du HNRP. Ce qui fait passer de **425 M USD** à **383 M USD**.

	HNRP Initial 2025	***Re-priorisation HNRP 2025***	***Variation***
Pers. dans le besoin	5,5 M	5,5 M	0%
Pers. ciblées	3,4 M	3,4 M	0%
Budget (USD)	425 M	383 M	-10%

6- PREPARATION DE LA SAISON CYCLONIQUE

Chaque année, entre fin mai à fin novembre Haiti entre dans une saison cyclonique. Cette période critique s'ouvre sur un paysage encore plus désolé que d'habitude : Cette menace climatique se superpose une Insécurité généralisée, des systèmes agroalimentaires faibles avec des infrastructures fragiles, résurgence du choléra, fragilité du système de santé. Ainsi, le pays cumule des vulnérabilités qui compliquent sérieusement la réponse aux catastrophes naturelles. Sur fond de mauvaise perspective de mobilisation des ressources.

En préparation à cette période, une évaluation a été faite au niveau des partenaires du secteur pour déterminer le niveau de stock de contingence disponible au pays afin de faire face en cas de cyclone.

Cette évaluation a montré une très faible capacité des partenaires pour la préparation de la saison cyclonique qui est une période critique pour le pays et a besoin de beaucoup de ressources pour faire face. Cela s'explique également par l'absence de fonds spécifiques et flexibles pour faire face à ce type de besoins.

Ce calendrier n'attend personne et selon les prévisions météorologiques, il faut s'attendre à une saison cyclonique très critique. D'où un appel à une mobilisation pour une intervention d'urgence.

7- ACTIONS REQUISES

Les partenaires du secteur ont plus que jamais besoin d'un financement pour des intervention d'urgence afin de sauver la vie des ménages pris dans l'engrenage de l'insécurité alimentaire et d'éviter la catastrophe qui coutera encore plus chère si rien n'est fait à l'immédiat.

- **Mobiliser urgemment 383 millions de dollars pour couvrir les besoins alimentaires, appuyer la production agricole et protéger les filières agroalimentaires.**

- Promouvoir la mobilisation des ressources **qui alignent les réponses d'urgence, post-urgence** et les actions permettant de **développer les systèmes alimentaires tout en renforçant la résilience des populations** aux différents chocs auxquels elles font régulièrement face.

- Établir un partenariat stratégique pour développer un **programme de protection sociale intégré**, basé sur un registre commun, afin d'assurer une réponse coordonnée et efficace aux besoins des populations vulnérables.

- **Appuyer la restauration et le renforcement des moyens d'existence et de la production agroalimentaire** pour réduire les risques de recours à des stratégies de survie négatives sévères. Cela implique la distribution urgente d'intrants agricoles, la reconstitution des cheptels et la distribution d'équipement pour la pêche dans des zones moins impactées.

- Soutenir la **coordination des activités** sur le terrain dans ce contexte de faible mobilisation des ressources.

- Renforcer la **coordination avec l'équipe d'accès** pour atteindre les ménages se trouvant dans les zones difficiles d'accès.



8- LE COÛT DE L'INACTION

AGIR SANS DÉLAI FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË N'EST PAS UNE OPTION, C'EST UNE NÉCESSITÉ.

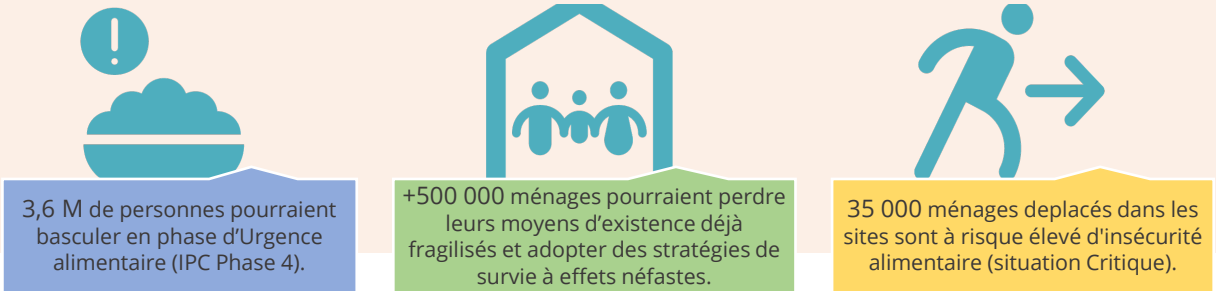
Sans intervention rapide, les ménages en phase IPC 3 ou plus seront exposés à des risques sanitaires, nutritionnels et économiques accrus. Les retards de réponse conduisent à des interventions ultérieures plus coûteuses et moins efficaces, accentuant les pertes humaines, économiques et sociales. Dans les zones en phase 4 et 5, une réponse humanitaire multisectorielle immédiate, massive et sans entrave est indispensable pour prévenir l'effondrement total des moyens de subsistance et limiter la surmortalité.

Le coût de l'inaction face à l'insécurité alimentaire aiguë en phase IPC 3 ou plus peut être élevé et durable, affectant des individus, des communautés et des pays entiers. Lorsque des personnes n'ont pas accès à une alimentation adéquate, cela peut conduire à des déficits alimentaires graves et chroniques et à la malnutrition. Ces conditions peuvent entraîner des problèmes de santé physique et mentale, notamment un retard de croissance, un affaiblissement du système immunitaire et une altération du développement cognitif. Si aucune mesure n'est prise à ce stade critique, de nombreuses autres personnes pourraient rapidement sombrer dans une pauvreté plus avancée et être exposées à des risques sanitaires ainsi qu'à une insécurité alimentaire sévère.

Au-delà de l'individu, ce sont des communautés entières qui basculeront dans la pauvreté, avec des conséquences profondes et durables pour la stabilité sociale et le développement du pays.

Chaque jour sans réponse augmente les besoins, les souffrances et les coûts.

Répondre vite, c'est sauver des vies et protéger l'avenir



Pour tout contact :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur | ferdinand.bealem@wfp.org| + 509 34 93 44 99

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information I Mohamed.dabo@fao.org | +223 66 03 11 26

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information I pierrenelby.mathieu@wfp.org | +509 46 87 0928